

NOKIA: LIST OF COMPETENT WHISTLEBLOWING AUTHORITIES

Austria	- The Federal Office for Corruption Prevention and Combating Corruption (FOC) Bundesamt zur Korruptionsprävention und Korruptionsbekämpfung (BAK))
Belgium	- Federal Ombudsman (Coordinator body) - le Service public fédéral Economie, PME, Classes Moyennes et Energie ; - le Service public fédéral Finances ; - le Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement ; - le Service public fédéral Mobilité et Transports ; - le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale ; - le Service public de programmation Intégration Sociale, Lutte contre la Pauvreté, Economie Sociale et Politique des Grandes Villes ; - l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire ; - l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé ; - l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire ; - l'Autorité belge de la Concurrence ; - l'Autorité de protection des données ; - l'Autorité des services et marchés financiers ; - la Banque nationale de Belgique ; - le Collège de supervision des réviseurs d'entreprises ; - les autorités visées à l'article 85 de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces ; - le Comité national de sécurité pour la fourniture et la distribution d'eau potable - l'Institut belge des services postaux et des télécommunications ; - l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité ; - l'Institut National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants ; - l'Office National de l'Emploi ; - l'Office National de Sécurité Sociale ; - le Service d'Information et de Recherche Sociale ; - le Service autonome de Coordination Anti-Fraude (CAF) ; - le Contrôle de la Navigation.
Bulgaria	- Bulgarian Commission for Personal Data Protection (CDPD)
Czech Republic	- Ministry of Justice (public reporting channel)
Croatia	- Ombudsman of the republic of Croatia
Denmark	- Datatilsynet - the Danish Data Protection Agency
France	- <u>Principal: Le Défenseur des droits</u> - <u>1-Marché Public - Public Market:</u> - AFA – Agence Française d’Anticorruption – - Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), pour les pratiques anticoncurrentielles ; - Autorité de la concurrence, pour les pratiques anticoncurrentielles - <u>2. Services, produits et marchés financiers et prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme - 2. Financial services, products and markets and prevention of money laundering and terrorist financing:</u> - Autorité des marchés financiers (AMF), pour les prestataires en services d'investissement et infrastructures de marchés ; - Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), pour les établissements de crédit et organismes d'assurance ; - <u>3. Sécurité et conformité des produits :</u> - Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) ; - Service central des armes et explosifs (SCAE) ;

	- <u>4. Sécurité des transports :</u> - Direction générale de l'aviation civile (DGAC), pour la sécurité des transports aériens ; - Bureau d'enquêtes sur les accidents de transport terrestre (BEA-TT), pour la sécurité des transports terrestres (route et fer) ; - Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA), pour la sécurité des transports maritimes - <u>5. Protection de l'environnement :</u> - Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) ; - <u>6. Radioprotection et sûreté nucléaire :</u> - Autorité de sûreté nucléaire (ASN) ; - <u>7. Sécurité des aliments:</u> - Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) - Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) ; - <u>8. Santé publique :</u> - Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) ; - Agence nationale de santé publique (Santé publique France, SpF) ; - Haute Autorité de santé (HAS) ; - Agence de la biomédecine ; - Etablissement français du sang (EFS) ; - Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN) ; - Inspection générale des affaires sociales (IGAS) ; - Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ; - Conseil national de l'ordre des médecins, pour l'exercice de la profession de médecin ; - Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, pour l'exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute ; - Conseil national de l'ordre des sages-femmes, pour l'exercice de la profession de sage-femme ; - Conseil national de l'ordre des pharmaciens, pour l'exercice de la profession de pharmacien ; - Conseil national de l'ordre des infirmiers, pour l'exercice de la profession d'infirmier ; - Conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes, pour l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste ; - Conseil national de l'ordre des pédicures-podologues, pour l'exercice de la profession de pédicure-podologue ; - Conseil national de l'ordre des vétérinaires, pour l'exercice de la profession de vétérinaire ; - <u>9. Protection des consommateurs :</u> - Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) - <u>10. Protection de la vie privée et des données personnelles, sécurité des réseaux et des systèmes d'information :</u> - Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ; - Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) - <u>11. Violations portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne :</u> - Agence française anticorruption (AFA), pour les atteintes à la probité ; - Direction générale des finances publiques (DGFiP), pour la fraude à la taxe sur la valeur ajoutée ; - Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), pour la fraude aux droits de douane, droits anti-dumping et assimilés. - <u>12. Violations relatives au marché intérieur :</u> - Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), pour les pratiques anticoncurrentielles.
--	--

	- Autorité de la concurrence, pour les pratiques anticoncurrentielles et les aides d'Etat ; - Direction générale des finances publiques (DGFIP), pour la fraude à l'impôt sur les sociétés ; <u>13. Activités conduites par le ministère de la défense :</u> - Contrôle général des armées (CGA) ; - Collège des inspecteurs généraux des armées ; <u>14. Statistique publique :</u> - Autorité de la statistique publique (ASP) ; <u>15. Agriculture :</u> - Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) ; <u>16. Education nationale et enseignement supérieur :</u> - Médiateur de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ; <u>17. Relations individuelles et collectives du travail, conditions de travail :</u> - Direction générale du travail (DGT) ; <u>18. Emploi et formation professionnelle :</u> - Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) <u>19. Culture :</u> - Conseil national de l'ordre des architectes, pour l'exercice de la profession d'architecte ; - Conseil des maisons de vente, pour les enchères publiques ; <u>20. Droits et libertés dans le cadre des relations avec les administrations de l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics et les organismes investis d'une mission de service public :</u> - Défenseur des droits ; <u>21. Intérêt supérieur et droits de l'enfant :</u> - Défenseur des droits ; <u>22. Discriminations :</u> Défenseur des droits ; <u>23. Déontologie des personnes exerçant des activités de sécurité :</u> - Défenseur des droits.
Finland	The Chancellor of Justice's Office
Germany	External reporting channels at the Federal Ministry of Justice, the Federal Cartel Office and the Federal Financial Supervisory Authority. Bafa - Federal Office for Economic Affairs and Export Control for LKSG complaints.
Greece	National transparency authority
Hungary	Hungarian Commissioner for Fundamental Rights (the "Ombudsman") Hungarian Competition Authority, the Public Procurement Authority of Hungary, the National Media and Infocommunications Authority, the Hungarian National Bank
Ireland	Protected Disclosures Office within the Office of the Ombudsman gov.ie - Protected Disclosures (Whistleblowing): List of prescribed persons (www.gov.ie)
Italy	Autorità Nazionale Anticorruzione (National Anti-corruption Authority) Italian Judicial authority Contattaci - www.anticorruzione.it
Latvia	Principal: State Chancellery State labour inspectorate
Lithuania	Prosecutor's Office of the Republic of Lithuania
Luxembourg	Sectorial authorities (22 entities)

Malta (as per the precedent protection of the whistleblower Act Dated 2013 - remain unchanged)	Auditor general Commissioner for Revenue Commissioner for Voluntary Organizations Financial Intelligence analysis Unit Malta Financial Services Authority Ombudsman Permanent establishment against corruption
Netherlands*	-Dutch Whistleblowers Authority -the Netherlands Authority for Consumers and Markets (ACM), -the Netherlands Authority for the Financial Markets (AFM), -the Netherlands Data Protection Authority (AP), -the Dutch Central Bank (De Nederlandsche Bank N.V.), -the House for Whistleblowers, -the Inspectorate for Health and Youth Care (IGJ) -the Authority for Nuclear Safety and radiation protection. And the Dutch Healthcare Authority (NZa)
Poland	Ombudsman for Civil Rights (OCR) or Polish public authority.
Portugal	1. The Public Prosecutor's Office. 2. The Public Ministry; 3. The criminal police bodies; 4. The Bank of Portugal; 5. The independent administrative authorities; 6. Public institutes; 7. General inspections and similar entities and other central services of the direct state administration endowed with administrative autonomy; 8. Local authorities; and 9. Public associations. 10. The National Anti-Corruption Mechanism
Romania	National Agency for integrity
Slovakia*	Whistleblower Protection Office
Spain	Autoridad Independiente de Protección al Informante (AAI).
Sweden	1. Principal: The Swedish Work Environment Authority https://www.av.se/en/about-us/ 2. The Swedish Competition Authority; 3. The Real Estate Inspectorate; 4. Finansinspektionen; 5. The county administrative boards in Stockholm, Västra Götaland and Skåne County; 6. The Swedish Auditing Inspectorate; 7. The Gaming Inspectorate; 8. The Swedish Work Environment Agency; 9. The National Board of Housing, Building and Planning; 10. The Swedish Electrical Safety Agency; 11. The Swedish Public Health Agency, 12. Inspectorate for strategic products; 13. The Swedish Chemicals Agency; 14. The Swedish Consumer Agency, 15. The National Food Administration; 16. The Medical Products Agency; 17. The Agency for Civil Protection and Emergency Preparedness; 18. The Swedish Environmental Protection Agency; 19. The Swedish Post and Telecom Agency; 20. The Swedish Energy Agency; 21. The Swedish Board of Agriculture; 22. Board of accreditation and technical control; 23. The Danish Transport Agency; 24. The Swedish Maritime Administration;

	25. The Swedish Forest Agency; 26. The Swedish Radiation Safety Authority; 27. Inspectorate for health and care; 28. The Swedish Data Protection Agency; 29. The Economic Crime Authority; 30. The Swedish Tax Agency; and 31. Government Offices. The Swedish Work Environment Authority has oversight on how reports are made to public authorities.
--	--